

En Belgique

Les soldats désertent les casernes

MANIFESTATIONS CONTRE LES 2 ANS

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-septième Année. — N° 324

JEUDI 7 AOUT 1952

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

HALTE à la guerre ! Halte à la préparation du futur massacre ! Nous sommes jeunes ! Nous voulons vivre ! Assez de tueries ! Assez de sacrifices stupides ! Telles sont les pensées des jeunes soldats belges enrégimentés de force dans cette armée nationale, qui, à l'unisson de ses consœurs des autres pays, ne subsiste que pour entretenir des foyers de haine.

Contre les 2 ans, ils se sont révoltés. Nous applaudissons à ce geste magnifique, car il est plus profond. Contre l'armée, voilà le véritable sens de leur révolte.

Namur, Liège, Etterbeek, Bruxelles, Cologne, en Allemagne, où des troupes belges sont en occupation, sont les villes principales des manifestations contre les 2 ans. Mons aujourd'hui. Quelle ville demain ? La contagion s'étend sur toute la Belgique.

La duplicité du gouvernement clérical Van Houtte, comme de tout gouvernement, est nette ; celui-ci veut maintenir les démobilisables après leur service de 18 mois accompli, alors qu'aucune loi n'est votée en Belgique instituant le service à 2 ans.

Refus d'obéissance des soldats belges.

A partir du moment où le soldat prend conscience de sa dignité d'homme, les mots nation, patrie, devoir, drapeau, armée, discipline n'ont plus de sens.

L'autorité arbitraire chancelle. Le pouvoir tient à un fil. La révolte gronde.

La solidarité effective des ouvriers ne s'est pas fait attendre. Sans aucun ordre de parti, de centrale syndicale, les ouvriers ont débrayé pour soutenir l'action des soldats, pour exiger la libération des jeunes soldats arrêtés par les CRS belges (ils en ont aussi la-haut et du même acabit que les nôtres).

30.000 ouvriers à Liège ont cessé le travail, 9.000 près de Charleroi.

Mais il faut signaler l'attitude des MP américains qui, à Cologne, se sont servis des gaz lacrymogènes pour refouler les soldats qui voulaient libérer leurs camarades. Solidarité des gouvernants criminels de guerre.

Allons, les pro-Américains de ce pays, vous avez bonne mine.

Mais, attention, nous vous mettons en garde, soldats et ouvriers belges, votre solidarité a été totale, car aujourd'hui les directions du Parti Ouvrier Belge (socialiste) et de la Fédération Ouvrière des Travailleurs Belges, qui, poussés par la colère du prolétariat, entrent dans l'action. Prenez garde qu'ils ne dirigent votre action sur une voie de garage. Refusez les appels au calme, pas de pourparlers, pas de compromissions.

La grève générale prévue pour le 9 août ne doit pas être le point final de l'action. Il sera nécessaire de poursuivre le combat jusqu'à satisfaction complète.

EXIGEZ.

Libération inconditionnelle de tous les soldats arrêtés.
Libération immédiate des démobilisables.

Le fascisme s'implante dans les écoles alsaciennes



Le problème de la réintégration de l'allemand dans les trois départements de l'Est n'est pas encore résolu, mais la commission parlementaire chargée de ce problème a donné son avis : deux heures par semaine d'enseignement facultatif de l'allemand, auront lieu pendant les deux dernières années scolaires.

À la rentrée d'octobre, chaque père de famille aura à préciser sur un formulaire s'il veut ou s'il ne veut pas que son enfant fréquente le cours d'allemand.

Le Nouvel Alsacien proteste — et nous ne pouvons que nous associer à sa protestation : « Il fallait comme avant guerre, décider que l'enseignement de l'allemand est obligatoire et accorder par la suite des dispenses pour les enfants dont les parents ne désirent pas cet enseignement. Car cette nouvelle façon de procéder revient en fait à organiser une sorte de plébiscite à rebours, à exercer une certaine pression, à exercer aussi un certain chantage au patriotisme pour présenter ceux qui souhaitent l'enseignement de l'allemand, comme de mauvais Français... »

Souignons que Mussolini au pouvoir avait interdit l'enseignement du français dans la vallée d'Aoste. Ceux qui protestaient à l'époque contre cette mesure sont les mêmes qui, aujourd'hui tentent de supprimer l'enseignement de l'allemand en Alsace et en Lorraine.

Vers la béatification d'Eva Péron !...

La Fédération syndicale des industries alimentaires d'Argentine (160.000 adhérents) a télégraphié au Vatican pour demander l'ouverture immédiate d'un procès de béatification, puis de canonisation, d'Eva Péron. Le Vatican a fait savoir : « Un procès de béatification est basé sur la pratique d'une manière héroïque, des principales vertus chrétiennes. D'après ce que nous pouvons savoir, Eva Péron a accompli des actions merveilleuses, qui peuvent être considérées comme des vertus civiques, mais il ne semble pas, d'après les informations que nous possédons actuellement, qu'elle les ait pratiquées d'une manière héroïque. »

La Fédération syndicale des produits alimentaires d'Argentine, comme on peut en juger d'après la réponse du Vatican, peut encore espérer voir sa revendication aboutir et prier bientôt la Bienheureuse Evita.

Suppression du service militaire obligatoire.

Suppression du budget de la guerre.

Entente fraternelle avec tous les pays sur les bases fédéralistes et égalitaires par la voie des organisations ouvrières révolutionnaires et non celle des gouvernements quels qu'ils soient.

Soldats ! Ouvriers belges !

Vous avez tout à perdre dans la guerre impérialiste.

Vous avez tout à gagner dans la Révolution sociale.

Vive la solidarité internationale !

Pour les adultes, les congés payés ne sont pas toujours des vacances

SI pour les enfants beaucoup a été fait et si, comme nous l'avons vu dans le dernier Lib le plus grand nombre d'enfants part, la société les prenant en charge dans une certaine mesure, il en est autrement pour les adultes qui sont livrés au pire des commerces et à une véritable escroquerie des vacances.

« De toute façon vos vacances sont assurées », dit un hebdomadaire. Des croisières aériennes pour 79.900 fr. Des week end à 19.900 fr. L'Italie en 8 jours pour 59.900 fr. Certes ! Il y a aussi des solutions « plus économiques » : 23.800 fr. pour 15 jours au Tyrol...

Une autre agence propose des vacances sur mesure (sic) : 57.500 francs pour 13 jours, 23.650 fr. pour 8 jours...

Les annonces de location de villas à 30.000 ou 40.000 fr. par mois ne manquent pas.

Il y a « la France en Vacances » des journaux où il n'est question que de La Baule, Deauville, Cannes, etc... du concours du plus joli dos féminin, du fameux bal de Corbeville, de Jacques Fath sur la plage et, évidemment, la presse juge très intéressant de signaler où toutes les vedettes vont se reposer.

A côté de toute cette publicité, toutes ces photos de plages luxueuses, de gens célèbres qui s'amuse en plein air, il nous a paru opportun de voir les vacances réelles, celles du plus grand nombre, celles qui se prêtent moins au reportage et aux belles photos mais qui posent un certain nombre de problèmes. Aussi sommes-nous allés dans différents quartiers et voici ce que nous avons pu entendre :

CEUX QUI PARTENT DANS LA FAMILLE

« Moi, tous les ans, je vais chez ma mère dans le Midi. Ma mère est contente, elle est toujours seule. Mon mari bricole et lui arrange sa maison. Moi, je fais la cuisine, la lessive. Nous payons la nourriture. Ce n'est pas du repos pour moi surtout que la mère n'aime pas nous voir rester au lit le matin. Mais cela change un peu. Nous voudrions bien aller ailleurs mais vous savez l'hôtel, c'est cher ! »

« Les vacances on va voir nos vieux. Ils nous gardent les enfants et puis ça leur fait plaisir. Une année on va dans la famille de mon mari, une année dans la mienne. Ce n'est pas toujours drôle mais on ne peut pas se permettre d'y aller seulement pour quelques jours, alors on y reste. »

REVES DE FEMMES

« Elles ont de la veine les femmes qui vont à l'hôtel s'asseoir devant une table sans avoir rien fait, pas même pensé au menu, ça repose vraiment. Le dimanche, des fois, nous allons au restaurant. C'est la fête ! mais mon mari aime mieux manger à la maison et puis c'est cher le restaurant et ça gêne le plaisir. N'empêche que je voudrais bien une fois passer huit jours à l'hôtel sans rien faire. »

« Le travail c'est fatigant mais les enfants le sont encore plus. Heureusement que j'ai une mère pour garder de temps en temps les gosses. Pour moi, de vraies vacances, un vrai repos ce serait huit jours sans mes enfants. »

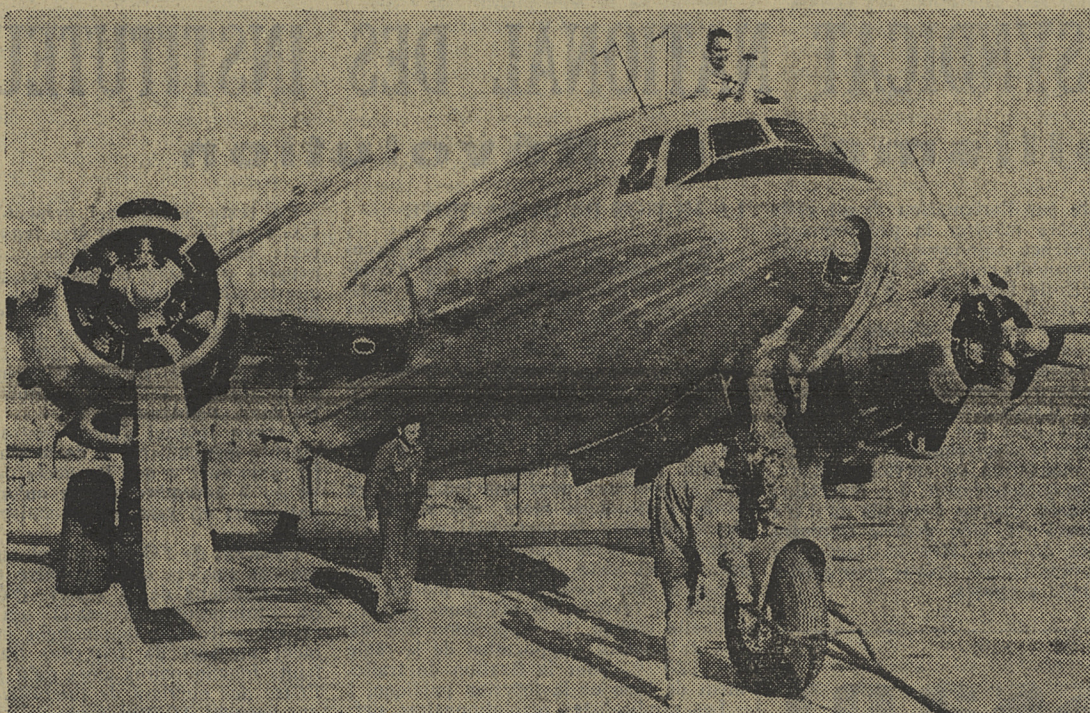
(Suite page 2, col. 1.)

Que les repus commencent !

« Les Français ont un train de vie excessif et ne travaillent pas assez... », bave l'individu immonde qu'est le gouverneur de la Banque de France. Phrase d'une ironie cynique, alors que la semaine de 40 heures est oubliée, que la productivité et les cadences infernales transforment les prolétaires en « machines américaines », que 50 p. 100 des ouvriers n'ont pas touché une moyenne de 22.000 francs par mois !

Si ce bonhomme répugnant avait écrit : « Les parasites, politiciens, patrons, flics, curés, militaires et commerçants ont un train de vie scandaleux et vivent dans une oisiveté révoltante » et qu'il ait adressé cette lettre à M. Vincent Auriol, celui-ci se serait alors tout de suite reconnu, comme le montre de façon si évidente cette photo évocatrice... de vacances merveilleuses !

Qui oserait alors prétendre que le train de vie de V. Auriol est excessif ?...



L'AVION MIS A LA DISPOSITION DE V. AURIOL POUR SES DEPLACEMENTS PARTICULIERS !

On aimerait connaître maintenant les émoluments du gouverneur de la Banque de France, le prix de l'avion, avec toutes les transformations qui lui ont été apportées, les frais d'entretien.

LES TRONES CHANCELLENT

LES derniers jours de juillet viennent, dans l'indifférence des départs en vacances, d'être marqués du signe de la révolution mondiale en marche. Seuls peut-être, les journalistes bourgeois ont saisi, dans l'angoisse, le signe des événements du Moyen-Orient.

En moins d'une semaine, la monarchie d'Egypte a vu s'effondrer sa domination assise sur des siècles. L'empereur d'Iran a cédé sous la pression populaire et a été forcé de chasser sa famille de son entourage. Le Bey de Tunisie ne pouvant reculer, se heurtant à la volonté de son peuple, a été obligé de refuser sa signature au plan de réforme sur le protectorat, proposé par le capitalisme français, pour tenter d'assurer un peu plus longtemps sa domination sur le pays.

Il serait erroné de placer ces mouvements uniquement sur un plan local ou de n'y pas prêter attention sous le prétexte que ce ne sont que des agitations nationalistes.

Depuis plusieurs années, un monde que l'Occident impérialiste dénomme « colonial » et considérait comme le réservoir de tout ce qui lui était nécessaire pour assurer sa pérennité, secoue dans de violentes convulsions une société moyenne qui semblait éternelle. La Chine avait donné le signal et, depuis une dizaine d'années, le tremblement s'est élargi à tous les peuples écrasés par l'impérialisme.

C'est au tour du monde arabe, de l'Iran au Maroc, de sonner le glas des castes féodales et de la structure capitaliste de l'Occident.

Le pouvoir, dans ces coups d'Etat et insurrections, ne fait pas que changer de mains. Pas plus que Mossadegh en Iran, le général Néguib en Egypte n'est le véritable vainqueur et représentant d'un gouvernement au seul profit de sa caste. Le vrai pouvoir est entre les mains du peuple. C'est le départ de la révolution des peuples « coloniaux », d'abord pour leur indépendance territoriale, pour leur émancipation totale ensuite.

En Egypte, la population qui a salué avec enthousiasme la chute de Farouk, qui représentait toute la corruption et la pourriture du régime, ne permettra pas facilement une dictature militaire, s'il en a l'intention, du général Néguib. Il sera obligé, tant que le peuple le to-

lèrera au pouvoir, de tenir compte de la volonté populaire. De même qu'en Iran, la dictature de Mossadegh n'ira pas plus loin que les limites de la destitution de la monarchie du shah.

Et nous pouvons affirmer que c'est en fonction de ce mouvement révolutionnaire que doivent être appréciées les chances de la paix et de la révolution dans le monde.

L'impérialisme américain, le seul encore véritablement en puissance, cherche à reposer toute sa stratégie militaire pour la prochaine guerre, sur ces pays encore vierges de l'industrialisation capitaliste et dont tout le potentiel est à mettre en valeur.

Mais suivant que ces pays auront la rapidité, la force et la volonté de se libérer de leurs oppresseurs occidentaux et de se présenter devant le monde capitaliste comme des nations indépendantes et avec lesquelles il faudra traiter sur un pied d'égalité dans tous les rapports économiques et politiques, la nécessité de la guerre pour les pays capitalistes, s'appuyant sur leurs régimes, évitant l'explosion intérieure, sera en échec. La révolution internationale pour un communisme libertaire aura réuni toutes ses possibilités.

Les contradictions intérieures des pays capitalistes et leurs antagonismes ne pourront plus être résolus par une « expansion » coloniale ». Le stalinisme lui-même n'a aucune base solide dans les pays coloniaux, à part peut-être en Iran, dont les réelles aspirations populaires n'ont rien à voir avec cette bureaucratie d'Etat. Et l'expérience bourgeoise des classes ouvrières occidentales servira aux prolétaires coloniaux qui dépasseront rapidement ce régime politique.

Ainsi, tout l'avenir révolutionnaire a déplacé son centre vers ces pays en évolution intense, de prise de conscience du prolétariat.

Les révolutionnaires européens doivent considérer l'immense importance de ces événements et y mettre un espoir.

René LUSTRE.

Le LIBERTAIRE ne part pas en vacances

CE sont les vacances ! Et les villes se vidant. Pendant plusieurs semaines, pour beaucoup, ce sera la liberté, celle où l'on peut faire ce que l'on veut. La rupture avec toute une habitude et surtout l'évasion du climat social, politique dans lequel on trempe toute l'année, les nerfs usés. On abandonne avec le grand sourire Monsieur Eisenhower et son élection ; Duclos et sa serviette ; Pinay Antoine, son emprunt et ses commandes « off shore » et les journaux chez le marchand.

Et comme chaque année, pendant les trois mois d'été, la baisse de la vente du journal nous contraint à la parution bi-mensuelle. Depuis un mois déjà, nous appliquons cette obligation annuelle.

Si cette solution, due à notre pauvreté et qu'évitent les journaux riches pouvant assumer le sacrifice de la mévente, est la moins mauvaise de toutes celles que nous pouvons envisager, elle nous permet de maintenir le contact avec nos lecteurs et de les informer en conservant le format habituel du journal, les désavantages restent quand même grands.

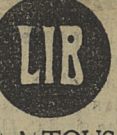
Certaines dépenses restent les mêmes, incompressibles et qui, avec les créances en retard à payer font des besoins de la trésorerie, les mêmes, à peu de chose près qu'en période ordinaire. C'est l'inquiétude, souvent l'angoisse devant le compte chèques postal et le compte bancaire qui se vidant sans se remplir, qui font plus d'une fois l'ambiance du secrétariat à la gestion, pourtant habitué aux difficultés, pendant ces passes d'été.

Et comme chaque année, sans plus ajouter pour faire remarquer cette situation, nous appelons tous nos abonnés, avant leur départ en vacances, à renouveler leurs abonnements et demandons à ceux qui rentrent déjà de penser tout de suite à le faire : c'est aussi un appel à tous nos lecteurs, à tous nos amis, pour qu'ils maintiennent leurs souscriptions.

Les derniers événements feront de la fin de l'année une saison critique où la décision de la guerre sera jouée et la régression sociale accentuée.

Notre Libertaire devra être plus que jamais à la pointe du combat.

C'est pour cela, pour tenir, pour reprendre notre parution régulière à la rentrée que nous demandons à tous cet effort supplémentaire pour les vacances.



MERCI A TOUS.

Echec du Capitalisme français

Le refus des commandes « off shore » par les U.S.A. va-t-il porter un coup décisif à l'économie autonome de la France ?

LES commandes « off shore », pierre d'achoppement de tout le système budgétaire du gouvernement Pinay, ont été rejetées. Avant d'envisager les conséquences de cet événement sur la future politique française, il est indispensable d'étudier ce que sont et ce que représentent ces commandes « off shore ». Le réarmement est une production de type particulier, puisque, en l'occurrence, c'est l'Etat le seul consommateur, donc qui achète aux capitalistes. En d'autres termes, ce sont les contribuables qui paient les armes, et il est évident que seuls les producteurs effectifs peuvent être contribuables. Lorsque le gouvernement américain achète aux capitalistes français (commandes « off shore »), il apparaît clairement que ce sont les producteurs américains qui font les frais (pour la partie habituellement versée par le gouvernement français, car il va sans dire que la plus-value prise par le patronat français sur ses ouvriers reste la même) des armes fabriquées en France. Ceci montre, pour le cadre de l'Etat français, que l'important

n'est pas de fabriquer des armes pour la défense nationale, mais bien de palier la crise du capitalisme français par le truchement des armements. D'autre part, ce marché est extrêmement favorable au gouvernement du gros commerçant Pinay, car ces échanges se font par l'intermédiaire de la trésorerie d'Etat, ce qui lui permet de récupérer les dollars indispensables aux tripotages commerciaux et de repayer le patronat de ce pays en francs. Le plan Marshall était d'ailleurs essentiellement différent de ces commandes « off shore » ; il permettait aux trusts américains d'écouler leurs surplus en réalisant leur plus-value sur le compte de la classe ouvrière américaine, tandis que les commandes « off shore » ne sauraient qu'amener une diminution des commandes aux mêmes trusts.

Ainsi, nous voyons nettement que seul l'intérêt du capital international est en jeu et que l'Etat occidental n'est qu'un moyen de pallier les contradictions du système capitaliste

P. PHILIPPE.

(Suite page 2, col. 1.)

LES ADULTES PARTENT-ILS EN VACANCES ?

CEUX QUI NE PARTENT PAS.

— Cette année nous ne partons pas. La vie est devenue trop dure. D'habitude nous allons dans la famille mais cette année ils ont sous-joué et comme ils n'ont pas osé nous faire payer à nous, ils n'ont plus de place. Les enfants heureusement partent en colonie mais vous comprenez, s'il faut dépenser un mois de salaire pour louer une chambre à la mer, autant rester chez soi.

— Ce n'est pas le travail qui me manque. Remettre la maison en ordre. Raccourcir tout le linge. Penser aux affaires d'hiver. Je suis bien content de rester à la maison, sans les enfants, pour me remettre à jour car quand je travaille je néglige beaucoup de choses et après je n'en sors plus. Les tricot d'enfants tout faits sont si chers...

— Ah ! bien merci, pour faire la bonne de toute la famille, j'aime autant rester chez moi !

— Moi je viens de changer de patron en avril. Il m'a donné mes congés payés mais on a acheté des chaussures avec, alors maintenant drôles de vacances, l'usine ferme 15 jours et j'ai trois jours de congés payés !

— Voilà, je viens ici respirer le bon air. Les quais de la Seine, c'est très reposant. Pas besoin de « vedette » pour y descendre et puis là ou ailleurs c'est du kif-kif...

(A la correspondance de Nation, rencontre avec Mahmoud, un copain nord-africain qui occupe actuellement les très malsaines fonctions de noircisseur au plomb dans une grosse usine de cuisinières. Un de ses vieux rêves était de retourner dans sa famille à Bida.)

— Alors ! vas-tu réaliser ton rêve ?

— Penses-tu ! avec ma paie je ne peux pas faire de projets. Mon père est mort l'année dernière, alors comme la mère ne peut pas tout faire et que mes frères sont trop jeunes pour travailler, je leur envoie la moitié de ma paie. Ça fait pas beaucoup. Je suis toujours à 153 fr. ! Pourtant j'aurais bien voulu retourner là-bas ! Quand la boîte va fermer je ne sais pas si je pourrai trouver un travail pour 15 jours, autrement j'irai voir aux Halles...

(A Levallois, notre autobus vient d'accrocher une Chevrolet chargée de bagages. Arrêt prolongé. Les langues vont leur train. Peu à peu les voyageurs cessent de s'intéresser à l'accident et poursuivent leur conversation.)

— Une demi-heure qu'on est là, ça nous vaudra une heure en bus et un accrochage avec le contrepoids !

— Bah ! A deux jours des vacances il n'y a qu'à se tenir tranquille chez-là. Au fait, où pars-tu ?

— Oh tu sais ! On aurait bien aimé partir comme tous les ans vers l'Alsace, mais cette année on a décidé de rester là et d'arranger le logement. C'est plutôt la ruine là-dessus et on va bricoler et repeindre. Si on décroche la prime de vacances on fera peut-être monter l'eau, car, entre nous, ce n'est pas tellement pratique de se coller les seaux à la gorge d'année. Comme ça on se consolerait des vacances manquées en étant un peu mieux chez nous cet hiver...

Echec retentissant

(Suite de la première page)

(s'il était nécessaire de le montrer une fois de plus). La seule divergence qui se fait jour apparaît au moment où les capitalistes français, ne pouvant pressurer encore plus les prolétaires de ce pays, essaient de se rejeter sur les prolétaires d'outre-Atlantique, propriété inviolable des trusts américains. En effet, les Américains n'ont aucune raison de faire des concessions de capitaux à la France, ce qu'ils ont d'ailleurs jamais fait et ce que seraient précisément les commandes « off shore ». Ils peuvent, par contre, fournir du matériel, même sans contrepartie, car c'est, en fait, le niveau de vie des prolétaires américains qui en fait les frais. Ils misent aussi sur l'éventuelle puissance défensive d'une armée européenne. Ce facteur n'est cependant pas déterminant, les dirigeants U.S. ne se leurrant pas sur l'instinct combatif du vieux monde. C'est pour cette raison qu'ils envoient des armes vieilles ou insignifiantes en Europe (l'armée française ne dispose d'aucun bombardier) et qu'ils se désintéressent des bases aéronautiques de Franco (note à l'Espagne du 30 juillet).

Pour quelle raison ont-ils fait miroiter jusqu'à aujourd'hui le lingot d'or des commandes « off shore » ? Il s'agit avant tout d'intégrer de façon définitive leurs puissances satellites dans le cadre de la stratégie américaine, puissances qui, si elles n'apportent pas d'avantages considérables dans une guerre contre l'U.R.S.S., apporteraient, par contre, des dangers terribles pour eux si elles étaient alliées à l'U.R.S.S.

Il n'est donc pas étonnant que le refus américain arrive juste après l'arrivée en Europe de Ridgway, qui a servi en quelque sorte de « thermomètre politique ». L'échec du P.C.F., les grèves non suivies, les communistes emprisonnés sans réaction sérieuse de la masse ont été concluants : les puissances occidentales sont « américanisées », la vraie victoire de la diplomatie américaine a été gagnée.

Aujourd'hui, les U.S.A. sont accablés au réarmement par l'imminence d'une crise économique. Les armements n'étant pas « consommables » et de toute façon payés avec les impôts, rendent impossible la surproduction mortelle au capitalisme. Si les impôts deviennent trop lourds pour le peuple américain et par là même insuffisants pour assurer la plus-value normale, le déclenchement de la guerre aboutissant à un abaissement légal du niveau de vie au nom de l'exaltation du chauvinisme et du patriotisme, donc ne créant pas de situation révolutionnaire, détruit immédiatement ce nouveau danger, démonstration économique de : Si tu réarmes, tu aboutis à la guerre.

Quelles sont les conséquences pour le gouvernement français ? Il apparaît une nouvelle fois que la France n'est plus qu'un pays mineur qui n'aura plus qu'une faible importance historique dans l'histoire du capitalisme. Les impôts sont déjà trop lourds pour que le prolétariat puisse en supporter davantage, alors que son armement est encore inexistant. Le capitalisme français, absolument à bout de souffle, ne pourrait même pas être sauvé par un fascisme car il ne dispose plus d'aucune ressource et que le plan Schuman, mort-né, n'arrivera pas à lui le fournir.

La seule solution pour lui est de s'intégrer à l'économie américaine, d'investir ses pauvres capitaux dans les compagnies américaines, ce qu'il a d'ailleurs inauguré, dans les pétroles en particulier.

Pour l'immédiat, cela signifie pour les prolétaires une recrudescence d'impôts ou ce qui est identique un abaissement du niveau de vie. Cela signifie aussi une recrudescence du chômage dû à la fermeture d'usines d'armement et à l'impuissance pour les capitalistes d'axer la production sur des produits utiles pour la raison même qu'ils les poussent à la production de guerre, la seule rentable dans le cadre de l'économie mondiale. Cela signifie surtout la guerre ! à moins que, prenant conscience de sa force et de ses intérêts de classe, le prolétariat international, faisant sienne la position « 3^e Front Révolutionnaire » se lève et engloûtisse sous le flot de la Révolution sociale, le capitalisme occidental et la bureaucratie orientale.

(Suite de la première page)

qu'à six jours, le reste est à mon compte. Ma mère me dit de venir à Orléans mais je n'ai que huit jours. On ne s'entend pas et ma sœur doit accoucher. Alors j'ai l'habitude ! Je me tape tout le boulot, c'est pas des vacances. En faisant attention, je gagnerai une quinzaine de jours. De toute façon il y aura un trou. Je ne gagne que 120 fr. de l'heure et je ne peux pas trouver une autre boîte... Au fait, pourrais-tu me prêter ta tente si tu ne pars pas tout de suite...

(Deux femmes tricotent sur la banquette d'un train de banlieue. Leur conversation en partant du ciel bleu aboutit aux vacances.)

— Vous n'êtes pas encore partis cette année ?

— Non, même nous sommes bien ennuyés car ma belle-sœur de Savoie comptait sur nous. Mais mon mari n'aura ses vacances qu'en septembre et moi, comme d'habitude, au mois d'août. Il y a eu tout un changement dans son bureau et rien à faire pour avoir le mois d'août.

— Eh bien, c'est comme nous. J'ai moi je pars seule chez ma mère. J'ai tout le temps de me reposer.

— Oui, vous avez assez à faire toute l'année mais nous, nous n'aurons pas nous séparés. Alors tant pis. Quand je serai en vacances je remettrai la maison en ordre et lui, après, s'occupera du jardin et ira se promener...

(Au marché, rencontre de Monique et François. Il fait beau. Ils n'ont pas l'air bien en forme. Monique est enceinte de sept mois.)

— Beau temps hein ?

— N'en parle pas cela nous rend malade...

— Evidemment, on a plutôt envie d'être au bord de la mer.

— Tu l'as dit. C'est une des rares fois où nous ne nous débrouillons pas pour partir.

— Oh ! j'imagine qu'être enceinte c'est un handicap. Impossible de camper, de faire du stop. Mais vous n'avez rien trouvé comme moyen ?

— Tu penses bien que non. D'abord tous les achats à faire pour la naissance. Pas de famille en dehors de Paris. Les hôtels, les locations de maison inabordable. Les camps de toile ça nous va pas, on aime trop l'indépendance. Mais l'année prochaine pas d'histoires, on mettra le bébé dans le sac et on partira.

— Pour les vacances moi je vais travailler à la campagne. Je suis à l'air, je suis nourri, je gagne un peu d'argent ce qui me permet de m'habiller un peu. Je vais tous les ans dans la même ferme. Evidemment ça va bien tant que je suis costaud et célibataire. Tous les ans je décide d'aller à la mer et le moment venu pas de fric, alors je change de boulot pour un mois.

— Non, cette année pas de vacances. Léon (le mari) partira quelques jours en septembre. Il dit que c'est pas du repos, oui, mais cela le changera un peu. Moi je partirai à la Toussaint pour mes morts. Cela me fera plaisir et ça me changera aussi.

A LA R.A.T.P.

(Sur la plateforme du 27 on approche du terminus.)

— Plus que dix jours, dit le receveur d'un air épanoui, en dégrafant son composteur. Après quelques instants il se rembrunit :

— On pourra dire qu'ils nous les auront fait payer les vacances. On a un mois à la suite des accords syndicaux de réduction mais pas un mois entier payé !

Le surplus des vacances est constitué par des heures supplémentaires non payées et qui, en somme nous sont « rendues » en plus des 15 jours légaux !

Qu'est-ce qui y gagne dans l'histoire ? La R.A.T.P. puisqu'elle escamote les 25 % des heures supplémentaires ! On n'est pourtant pas gâtés : un dimanche toutes les sept semaines ! Et des services de 7 h. 40 et 8 h. 40 par jour ! Ma femme est dans un bureau, on ne se voit jamais ou presque... Saint-Lazare... terminus !

LES DYNAMIQUES

— Avec nos vélos on en fait du chemin. L'année dernière nous avons été jusqu'à Biarritz. Cette année on va voir sur la route. On part sans savoir où. On couche comme ça vient. On n'est plus jeune, on revient crevé mais cela fait du bien. On voit du pays et on ne dépense pas beaucoup.

— Avec beaucoup de mal, nous avons maintenant un matériel de camping complet. Et c'est épatant. On rencontre de bons copains. On est toujours dehors et on revient bien retapé.

— Depuis que nous avons la moto, plus de colle dans les trains. On va où on veut. La tente, les pneumatiques, la cuisine simple. Ma femme a peu de travail, on se la partage et les vacances sont formidables !

— L'année dernière nous avons été dans un village de toile. Quelle surprise ! Monsieur dans un dortoir et Madame dans un autre ! Nous avons fait une drôle de tête car cela ne nous était pas venu à l'esprit ! Et évidemment des vacances sans faire l'amour c'était foutu. Aussi cette année nous avons notre tente et nous avons emprunté du matériel de copains. Nous achèterons le reste peu à peu. Les villages de toile c'est bien mais les « vieux » couples ! Nous aimons mieux nous retrouver un peu seuls.

Différences matérielles certes ! Différences de caractères aussi. Vacances différentes selon l'importance qu'on leur donne et ce qu'on y cherche.

A côté de ceux qui, depuis le mois de mai se préparent aux vacances, faisons des achats, louant une ou deux pièces où ils seront souvent entassés et qui veulent

que les vacances soient une période nettement différente du reste de l'année, il y a les résignés qui profitent des vacances pour se remettre à jour dans leurs travaux de maison, les « sages » tels les pêcheurs des bords de la Seine qui s'installent en vacances de pouvoir pêcher en semence, ceux qui ont conservé le dynamisme suffisant pour organiser des vacances saines et gaies sans trop de frais supplémentaires.

Les uns font des sacrifices énormes pour aller vers les plages en voque, les autres cherchent le petit trou oublié par le tourisme et pas cher.

Il y a ceux qui veulent s'amuser, ceux qui veulent se reposer. Ceux qui laissent facilement partir leurs enfants en colonie et ceux qui font de lourds sacrifices pour pouvoir emmener leurs enfants 15 jours ou trois semaines. Les conditions psychologiques des vacances des adultes sont impossibles à décrire. Tous veulent rompre avec la vie d'obligations habituelles, (« changer » comme nous avons si souvent entendu) mais les attitudes à l'égard des vacances sont des plus variées. Par contre, il y a le problème important des vacances ouvrières.

Quinze jours pour partir, après une longue queue à la gare, se retrouver dans une vie sans obligations, se reposer, vivre un peu humainement, puis affronter à nouveau la colle des trains pour revenir, c'est peu, trop peu ! Beaucoup d'ouvriers qualifiés prennent 8 à 15 jours supplémentaires au prix d'économies étalées sur des mois. Pour les manœuvres ou les O.S. c'est presque toujours impossible.

Ceux qui ont les salaires les plus élevés, ou ceux qui ont ce privilège d'être des mensuels, tels les fonctionnaires, ont un mois de vacances. Or, entre la gentille secrétaire de mairie ou un employé de préfecture et une ouvrière du textile ou un gars du bâtiment, ce sont sûrement ces derniers qui ont le plus besoin de vacances.

Quinze jours, cela apparaît trop court pour tant de préparatifs, voyage, etc., et c'est une raison pour laquelle tant de travailleurs ne partent pas.

La S.N.C.F. et sa magnifique tentative de supprimer la possibilité de départ aux congés payés au moment où il y a le plus de congés payés sont sûrement compliqués le départ du plus grand nombre et parfois amputer leurs vacances de quelques jours ou même augmenter le prix du voyage quand les ouvriers partent quand même. Tout bénéfice pour la S.N.C.F. !

Pour les travailleurs, vacances bernes en général, car si le salaire permet à peine une vie normale chez soi il est impossible d'y inclure le prix du billet de chemin de fer et les frais liés au départ. Et il y a quelque chose de terrible dans ces quinze jours que l'on paie — ce sont bien des congés payés — sans pouvoir nullement de ce que devient à domicile un grand nombre de ces salariés dévalorisés qui ne connaissent jamais les vacances.

La prime de vacances, d'autant plus nécessaire que le salaire est bas, devrait être suffisamment élevée pour permettre le départ à tous les travailleurs. Au moment des vacances, peut-être parce que soleil et chaleur poussent vers un bonheur sain, on ressent sur le vif la différence entre ceux pour qui les vacances sont une fête d'une aventure, ceux qui reviennent bronzés, qui ont pu garder leurs enfants avec eux, dans un village à l'hôtel, et ceux pour qui les vacances sont comme le reste « toujours pareil » sans possibilité de joie réelle.

Les congés payés ont été une grande conquête ouvrière. Il est regrettable que les syndicats l'aient laissée au point mort depuis 1936.

Toutefois, ces travailleurs qui partent sur les routes, sac au dos, à vélo, à moto, et passent sous leurs tentes ou dans les auberges d'excellentes vacances ont réagi. En cela les vacances ont une valeur éducative.

En comparant les vacances des enfants avec celles des adultes on se rend compte que si les colonies d'enfants sont un bien en elles-mêmes — sans parler des auberges d'excellentes vacances — elles sont encore une escroquerie : « Les enfants au moins partent », se consolent les parents. Les enfants partent, cela semble beaucoup, mais les adultes ont autant besoin de vacances que les enfants.

Tous les régimes ont favorisé les colonies d'enfants dans des buts variés. Cela donne un certain prestige à bon prix. Il en est des colonies de vacances comme de la plupart des réalisations sociales dans le cadre de l'Etat. Elles assurent un certain confort moral sans résoudre véritablement les problèmes.

Nous restons d'accord avec les colonies d'enfants en régime actuel car si non des centaines de milliers d'enfants resteraient dans des logements insalubres et ne connaîtraient jamais la mer ou la montagne. Les colonies d'enfants ont comme nous l'avons vu dans le dernier « Lib » une valeur qui vient tout de l'Etat mais de ceux qui s'en occupent.

Mais pour nous le problème de l'enfance est inséparablement lié à celui des jeunes et des adultes. Que tous les travailleurs aient la possibilité d'avoir de vraies vacances, qu'ils aient le libre choix de garder leurs enfants avec eux ou de les envoyer dans les colonies sans que toute une classe de dévalorisés soit accablée à cette seule solution, qu'ils puissent aussi connaître la mer ou la montagne et « l'étranger », voilà ce que nous voulons. Si on donnait aux parents — que par ailleurs on juge capable de s'occuper seuls — des possibilités réelles, alors on aurait beaucoup moins besoin des colonies et des œuvres pour l'enfance.

KEY (correspondant).

LA MOTION DE LA MAJORITE

En ce qui concerne la défense de l'école, cette motion propose un plan d'équipement scolaire (30.000 classes à construire en cinq ans) et une allocation annuelle de 170 milliards et la poursuite de la lutte contre les lois Marié-Barragel. Les autonomes affirment en outre la volonté des instituteurs de s'opposer à toute atteinte contre les libertés et à ce titre dénoncent sans équivoque les manifestations du 28 mai et du 4 juin. Quant à la défense de la paix, elle se prononce pour une indépendance vis-à-vis des deux blocs, une réduction des armements, la neutralisation de l'Allemagne et la libre circulation des hommes et des idées.

Sur le plan revendicatif, la motion demande la révision du minimum garanti, l'échelle mobile, la suppression des zones de salaires, l'application de la règle des 120 % pour la fixation du traitement de base de la fonction publique. Les syndicalistes révolutionnaires s'efforcent tout au cours du congrès de faire adopter des positions plus catégoriques, moins « mi-figures, mi-rats », notamment en ce qui concerne les problèmes de la paix et du colonialisme. Ils s'efforcent d'autre part contre la hiérarchie des salaires.

DE BONNES CHOSES FURENT DITES

Peyrottes, de l'Hérault (E.E.), reprocha au bureau national d'avoir adopté une position insuffisamment nette en faveur du peuple tunisien et demanda « le départ de Garbay et de Hauteclocque, le retrait des troupes françaises de Tunisie et la libération de tous les Tunisiens emprisonnés ».

Michel MALLA.

Veulent-ils vraiment faire libérer Henri MARTIN ?

VOILA bientôt deux ans qu'a débuté la campagne de libération d'Henri Martin. Campagne tapageuse, certes, mais a-t-elle pour but évident la libération d'Henri Martin ou tout au contraire sert-elle la propagande démagogique et cynique du P.C.F. ?

La campagne menée naguère pour la libération d'André Marty et des marins de la Mer Noire peut nous fournir une base précise de comparaison.

Marty, condamné, emprisonné, candidat à toutes les élections partielles, élu dans la plupart des cas... et finalement amnistié et libéré par Poincaré qui lui permit ainsi de devenir l'éminent parlementaire que nous connaissons.

Justement, la semaine dernière, dans le 5^e canton de Marseille, fief stalinien par excellence, un quelconque candidat du parti a été élu conseiller général au premier tour avec 44.600 voix, soit plus des trois quarts des suffrages exprimés.

Alors, pourquoi, demandons-nous, les dirigeants stalinistes de cette région, sûrs à l'avance du résultat, n'ont-ils pas présenté la candidature symbolique d'Henri Martin, marin comme Marty et emprisonné comme lui ?

Justement, la semaine dernière, dans le 5^e canton de Marseille, fief stalinien par excellence, un quelconque candidat du parti a été élu conseiller général au premier tour avec 44.600 voix, soit plus des trois quarts des suffrages exprimés.

Alors, pourquoi, demandons-nous, les dirigeants stalinistes de cette région, sûrs à l'avance du résultat, n'ont-ils pas présenté la candidature symbolique d'Henri Martin, marin comme Marty et emprisonné comme lui ?

Alors, pourquoi, demandons-nous, les dirigeants stalinistes de cette région, sûrs à l'avance du résultat, n'ont-ils pas présenté la candidature symbolique d'Henri Martin, marin comme Marty et emprisonné comme lui ?

Alors, pourquoi, demandons-nous, les dirigeants stalinistes de cette région, sûrs à l'avance du résultat, n'ont-ils pas présenté la candidature symbolique d'Henri Martin, marin comme Marty et emprisonné comme lui ?

Alors, pourquoi, demandons-nous, les dirigeants stalinistes de cette région, sûrs à l'avance du résultat, n'ont-ils pas présenté la candidature symbolique d'Henri Martin, marin comme Marty et emprisonné comme lui ?

FEDERATION ANARCHISTE

1^{re} REGION

LILLE. — Pour tous renseignements et service de librairie, s'adresser à Laurence, 60, rue Francisco-Ferré, Fives-Lille (Nord).

BELGIQUE. — Des camarades ont pris l'initiative de réorganiser le mouvement libertaire en Belgique. Deux réunions ont déjà eu lieu. Le 1^{er} mai et le 15 juin. Une prochaine réunion se tiendra le dimanche 14 septembre à Bruxelles à laquelle sont invitées tous les copains. Ordre du jour très important ! Présence de tous indispensable !

Se mettre en rapport avec Alfred Lapape, 50, rue Camille-Mourry, à DOUR.

2^e REGION

PARIS-NORD. — Asses Durruti. — La prochaine réunion aura lieu début de septembre. Les militants seront avertis par convocation individuelle.

7^e REGION

CLERMONT-FERRAND. — Une permanence est assurée, 3, rue de l'Ange, le jeudi, de 19 h. à 20 h. 30.

Pour tous renseignements, s'adresser à Joseph Fernandez, 10, rue Jean-L'Ollivier, Clermont-Ferrand.

8^e REGION

LYON-VAISE. — Réunion du groupe tous les 1^{er} et 3^e samedis, à 20 h. 30, de cha-

que mois, « Café Adrien », place de Valmy.

9^e REGION

TOULOUSE. — Durant les mois de juillet et août, les permanences seront suspendues. La prochaine permanence aura lieu le premier samedi de septembre, à 17 h. 30, Café Joannès, 1, rue de la République. Adresser la correspondance à G. Jouannin, 1, rue de la République, Oullins.

LYON-CENTRE. — Permanences tous les samedis de 17 à 19 h., « Café du Bon Accueil », 171 rue de Bonnel.

SAINT-ETIENNE. — Réunion tous les vendredis, à 18 h. 30, salle C.N.T., rue Rouget-de-Lisle. Présence de tous les camarades libertaires indispensable. Bibliothèque.

9^e REGION

AGEN. — Pour tous renseignements concernant le groupe, écrire à Fédération Anarchiste, 6 N. 145, Quai de Valmy, Paris X^e, qui transmettra.

10^e REGION

TOULOUSE. — Réunions suspendues jusqu'au premier vendredi de septembre. Vente à la criée à chaque parution du « Lib » à Saint-Sernin, angle rue Saint-Bernard.

12^e REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis, à 19 h. au siège, 12, rue Pavillon, 2^e étage. Bibliothèque-librairie.

CHEZ LES AUTRES

Depuis la fameuse déclaration sur le matérialisme sordide des masses, on n'avait pas vu mieux.

« Les Français ont un train de vie excessif et ne travaillent pas suffisamment... » écrit le gouverneur de la Banque de France à M. Vincent Auriant.

nous apprend Franc-Tireur du 31 juillet, qui ironise bêtement.

Bêtement, car M. Wilfrid Baumgartner juge d'après ce qu'il voit autour de lui, certainement.

Que voit-il ? Pas des prolétaires, bien sûr. Ses reproches s'adressent donc aux gens qu'un gouverneur de la B.d.F. a l'habitude de fréquenter : hauts fonctionnaires, banquiers, ministres, grands bourgeois, etc... Alors ?

Pourquoi Franc-Tireur demande-t-il l'avis des ex-séminaristes dont 50 p. 100 ont gagné moins de 45.000 francs par mois en 1951 ?

Petit démagogue...

Ferait mieux de verser un pleur sur le grand potentat égyptien Farouk qui déclarait sans rire le même jour :

« Je me sens un homme pauvre. »

Ah ! ce n'est pas à un pareil malheureux que ce brave cœur de Baumgartner reprocherait son train de vie.

Dans le numéro de juin de « LA PRESSE FRANÇAISE », organe officiel de la Fédération Nationale de la Presse, Albert BAYET nous entretient du problème des papiers journaliers.

Après avoir salué l'abandon de la presse dans le domaine, il nous déclare être prêt à tous les sacrifices pour revitaliser notre papeterie nationale. Telle ment, qu'il propose l'utilisation de « la paille, la bonne paille de France ». Nous ne le laissons pas faire ça. Que lui resterait-il à manger ? Et cette grave de la faim n'en vaut pas la peine.

R. L.

CULTURE & REVOLUTION

LA REVOLUTION ET LES SYNDICATS

IV. — Critique du Syndicat.

par Benjamin PÉRET

On a vu que le syndicat ne s'est à aucun moment proposé de but révolutionnaire, d'abord parce qu'il ne pouvait pas se proposer à l'époque de sa création. Conçu en vue d'une action réformatrice de la classe ouvrière dans la société capitaliste, il ne pouvait rien faire de plus que ce qu'il a fait. Son action a d'ailleurs été de premier ordre puisqu'on lui doit une amélioration considérable du sort de la classe ouvrière et la conscience de classe qui, vaillamment, anime aujourd'hui le prolétariat. A vrai dire cette conscience de classe est plutôt le fait de l'action menée par la minorité syndicaliste révolutionnaire que de la pratique syndicale en général. C'était d'ailleurs tout ce que le syndicalisme révolutionnaire pouvait espérer obtenir et il l'a obtenu. Il ne pouvait pas envisager réellement le renversement de la société capitaliste, autrement qu'en parlant de l'erreur que constitue le syndicat car celui-ci, révolutionnaire ou réformiste, est impropre à cette tâche. Ce n'est pas un simple accident que la guerre de 1914, en mettant à nu la nature réactionnaire des dirigeants syndicaux a amené en même temps la disparition rapide du syndicalisme révolutionnaire, alors que la trahison réformatrice aurait dû, à l'heure de la crise, amener un renforcement du syndicalisme révolutionnaire au détriment du réformisme. La classe ouvrière a senti instinctivement que le syndicat, même révolutionnaire, n'était pas l'instrument qu'il lui fallait pour entreprendre la transformation de la société. En fait, la résurrection du syndicalisme après la guerre de 1914, vient d'une simple routine que les révolutionnaires, trop peu nombreux, n'ont pas su briser, mais l'heure était déjà venue d'en finir avec eux.

Le syndicat résulte en effet, d'une erreur initiale, peut-être inévitable à l'époque. Il est le meilleur moyen de maintenir la cohésion nécessaire entre des travailleurs de même métier dispersés dans des ateliers ; mais l'industrie, en se concentrant, rejetait à l'arrière-plan ces ateliers anachroniques et rassemblait dans une même usine des masses de travailleurs de professions souvent très diverses. Il fallait donc partir de ce fait réel qui indiquait le sens de l'évolution du capitalisme, du rassemblement sur un même point d'un grand nombre d'ouvriers, de la cellule sociale que l'usine constitue, à la fois dans le monde présent et pour la société future. Or le syndicat extrait les ouvriers de l'usine où sont leurs intérêts vitaux, pour leur en créer de superficiels en les dispersant dans les syndicats que de métiers. Il détruit la cohésion naturelle prête à se former toute seule à l'usine même — et qu'il s'agit de renforcer — au profit d'une organisation d'élite, périmée à sa naissance puisqu'elle reflète les intérêts et les tendances idéologiques de couches ouvrières représentant une survivance d'un état dépassé de la production.

Il y a, dans l'action ouvrière, une progression constante. Les organisations de compagnons qualifiés, les syndicats rassemblent les travailleurs les plus conscients. L'heure est maintenant venue aux comités d'usines de représenter la totalité de la classe ouvrière pour l'accomplissement de sa tâche historique : la révolution sociale. Par ailleurs, le syndicat, dès qu'il a quelque importance, extrait ses diri-

geants de l'usine, les soustrayant ainsi au contrôle nécessaire des travailleurs. Et, en général, une fois sorti de l'usine, le dirigeant syndical n'y retourne plus. Ces innombrables dirigeants syndicaux qui ont quitté l'usine se créent peu à peu des intérêts d'abord étrangers, puis opposés à ceux des ouvriers qui les ont élus. Ils aspirent avant tout à la stabilité de leur nouvelle situation, que toute action des travailleurs risque de mettre en péril. On les voit donc intervenir auprès des patrons dès qu'une grève menace d'éclater. D'abord parce que cette grève fait surgir une nouvelle autorité ouvrière, dont l'apparition en dit long sur les rapports réels entre syndiqués et dirigeants : le comité de grève, élu par l'ensemble des travailleurs de l'usine, syndiqués ou non, qui s'oppose entre le bureau syndical et le patronat comme s'il voulait dire à ce dernier : « Le rôle du syndicat est terminé, le mien commence. »

Il faut tout de suite remarquer que la naissance de ce comité de grève démontre à elle seule l'incapacité du syndicat à diriger même une grève. Or, toute grève est, une action révolutionnaire, au moins en puissance. Le fait que, dès qu'une action révolutionnaire, même de faible envergure est jugée nécessaire par les travailleurs, il leur faut écarter le syndicat pour créer un nouvel organe de lutte adéquat à l'action à mener, montre à lui seul que le syndicat n'est pas une arme révolutionnaire. Si, pour une action révolutionnaire, il importe que les dirigeants de cette action soient sous le contrôle direct et constant de leurs mandataires, il s'ensuit que les dirigeants syndicaux sont impropres à toute action révolutionnaire, puisqu'ils échappent totalement à ce contrôle. Ils l'ont montré d'ailleurs à maintes reprises et notamment dans toutes les crises révolutionnaires que l'histoire a enregistrées au XX^e siècle.

Sortis de l'usine, les dirigeants syndicaux se trouvent bientôt ballottés entre les intérêts opposés des ouvriers qui les ont désignés et ceux des patrons. Ils commencent par défendre les premiers contre les seconds, restant ainsi sur un terrain de lutte de classes. Ils ne tardent cependant pas à quitter ce terrain, à mesure qu'ils prennent conscience de leur rôle d'intermédiaire entre les classes adverses et ils deviennent rapidement les avocats d'une collaboration de classes s'exprimant par la conciliation des intérêts opposés de ces classes. Si, d'abord, ils s'opposent au patronat, ils ne tardent pas à se rendre compte que leur rôle principal n'est pas situé sur le plan de la lutte.

Ils prennent conscience de leur importance en tant qu'intermédiaires entre les classes ennemies et au lieu d'animer le combat ne songent plus qu'aux marchandages de l'armistice. Ce n'est pas la lutte qui justifie leur existence, mais leur valeur croît, en proportion des résultats obtenus, à la fois aux yeux des patrons qui comprennent vite leur importance et les services de médiation qu'ils peuvent leur rendre, et aux yeux des ouvriers qui, peu à peu, s'en remettent aux seuls dirigeants du sein de leur syndicat, les opposant aux patrons. La lutte de classes, facteur nécessaire de toute action sociale positive s'en trouve rejetée au second plan, l'action directe des ouvriers s'efface, leur autodétermination disparaît. L'élan vers l'émancipation dégénère en accommodement dans le cadre du capitalisme.

Si l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ce qui constitue le postulat de toute action révolutionnaire authentique, il s'ensuit que le syndicat, étouffant le pouvoir créateur de la classe ouvrière, s'oppose à cette émancipation, qui, avec lui, deviendrait l'œuvre des dirigeants, s'ils étaient capables de l'entreprendre ou même s'ils s'abstenaient de s'y consacrer. Au contraire, on peut constater aujourd'hui qu'un Jouhaux ou un Frachon n'ont pas plus d'intérêts communs avec un manoeuvre que le président de la République (antimilitariste et « internationaliste » en 1907) ou que le régent de la Banque de France, tandis que les intérêts de Jouhaux, du président de la République, du régent de la Banque de France et de bien d'autres sommités capitalistes sont étroitement liés contre les travailleurs.



Miracles chez les guérisseurs

N. BAYON, journaliste, traite dans son livre de façon magistrale et objective, d'un sujet très controversé à l'heure actuelle, celui de « Guérisseurs » et de la « Médecine libre ».

« La France continentale, déclare-t-il, compte 40.000 guérisseurs... La vérité est que le psychisme particulier du malade l'incline, quelles que soient son intelligence et sa culture, à des consultations et à des pratiques qu'il réprouverait à tout autre moment. Le protéger contre lui-même est donc un devoir et un devoir majeur auquel nul, quels qu'en puissent être les risques, n'a le droit de se soustraire et c'est pour lui plus spécialement que ce livre est écrit, que cette enquête a été conduite. »

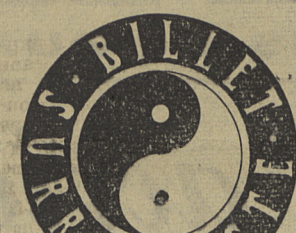
Cette enquête a duré douze ans, et le lecteur pénètre avec Bayon dans un milieu spécial, il assiste aux séances, aux interrogatoires des malades. « Les phrases que j'ai placées dans la bouche de chacun de mes interlocuteurs, je les ai réellement recueillies. Les gestes sont fidèlement reproduits. Les interrogatoires des malades pourraient peut-être à quelques-uns paraître fastidieux. Je n'ai pas voulu qu'ils fussent littéraires mais authentiques. Quelques scènes apparaîtront bouffonnes, grotesques, baroques. Que le lecteur sache que je ne les ai point inventées, mais qu'elles ont été telles et que certaines scènes ont été enregistrées sur film magnétique par magnétophone. » Mais Bayon poussera le souci de l'information plus loin : « Pour que le cercle fût définitivement fermé et que tout pût être expliqué, j'ai voulu tenter ce qu'aucun littérateur avant moi n'avait osé : j'ai ouvert un cabinet de guérisseur. »

Le résultat ne se fit pas attendre. « Tous mes malades sentent mon « fluide ». Quelques-uns entrent même en communication avec moi chaque soir et perçoivent nettement mes radiations magnétiques. Comme je leur donne rendez-vous à tous à la même heure et qu'à ce moment je pense à tout autre chose, je crois que la preuve est faite que ce fameux magnétisme n'est bel et bien que le fruit de la suggestion. » Etant donné que des cancéreux et de ces fumistes on se rend compte du danger qu'ils courent. On ne guérit pas cancer et tuberculose par la suggestion.

Sous le pseudonyme de Sassin Brulatin, on reconnaît Charles de Saint-Savin « qui fut tout à tour voyageur de commerce, courriériste théâtral, démonstrateur sur les marchés, chroniqueur judiciaire, inspecteur d'assurances, directeur d'institut de beauté, courtier en publicité, directeur de gazettes provinciales. »

Saint-Savin, charlatan notoire, est présentement président de l'Académie Internationale pour la Médecine Libre (sic). Dans le chapitre « Les Guérisseurs devant le Micro », N. Bayon fait état des dérobades de nombreux guérisseurs et non des moindres.

« Tous ceux-là ont délibérément laissé passer l'occasion inespérée de prendre pour témoins de leur puissance paranoïaque les quinze millions d'auditeurs de Radio-Luxembourg. Et cela, j'en ai la certitude, pas de gaieté de cœur, mais bien parce que les conditions prévues



Le sens d'une rencontre

par Jean SCHUSTER

L y a près de dix mois que les surréalistes collaboraient au Libéraire.

Au cours de cette période, nous n'avons cherché qu'à resserrer les liens qui unissent deux mouvements révolutionnaires agissant nécessairement sur deux plans différents, le premier sur celui de l'action directe en préparant la révolution sociale, le second sur celui de l'esprit et de la sensibilité en vue d'un bouleversement des structures mentales. La fin ultime que s'assignent anarchistes et surréalistes est commune : restitution intégrale des pouvoirs dont l'homme a été spolié, tant par les puissances spirituelles que

par les puissances économiques et politiques.

Nous avons essayé d'expliquer dans ces colonnes que si l'inégalité sociale était le phénomène le plus immédiatement compréhensible de l'ordre dans lequel nous vivons, elle n'en devait pas moins sa scandaleuse pérennité à un ensemble autrement plus complexe et plus étendu que celui défini par les seules lois économiques. Car tout est lié, au capitalisme de l'argent correspond le capitalisme de la pensée, il serait vain de vouloir détruire l'un en conservant l'autre intact.

C'est en ce sens que plusieurs d'entre nous se sont attaqués à quelques mécanismes mentaux que le fait de constituer l'armature de la pensée réactionnaire n'empêche pas de passer pour libérants à certains regards révolutionnaires. Du rationalisme, dont trop de camarades sont encore tributaires, on a prétendu faire une machine contre l'obscurantisme religieux, alors qu'historiquement rien n'a mieux contribué à renforcer la doctrine chrétienne. On sait assez quelles peines furent infligées par l'Eglise à ceux qui tentèrent d'échapper à la toute-puissance de la raison et comment celle-ci fait excellent ménage avec la foi dans la théologie scolastique.

Il appartenait au surréalisme de démontrer qu'une autre conséquence du rationalisme était d'interdire à l'homme toutes les chances d'accès à un monde meilleur par le rêve, le merveilleux, la poésie, l'amour. Nous n'avons jamais eu l'intention de nier l'évidence rationnelle. Nous déclarons seulement que trop longtemps l'accent a été mis sur cette évidence au point de rejeter hors de la représentation mentale et de la mémoire des hommes une autre évidence qui se manifeste pourtant à leur perception, mais ne dépasse plus ce stade — l'irrationnel. Le surréalisme, dans sa définition spécifique, ne se connaît d'autre mobile qu'une continuelle révélation des phénomènes irrationnels jusqu'à ce qu'ils deviennent au même titre que les phénomènes rationnels, d'usage courant et qu'en dernier recours disparaissent toute classification et toute hiérarchie à l'intérieur de l'esprit. Ce désir d'en finir avec l'exploitation de l'esprit ne fait qu'un avec la volonté généralisée d'en finir avec l'exploitation de l'homme.

Noire révolte, parce qu'elle est totale (que cela plaise ou non) nous fait nous rencontrer avec les éléments extérieurs spécialisés qui nous paraissent être les plus dangereux pour l'ordre que nous voulons abattre et les plus proches de nous dans la morale, pour celui que nous désirons construire.

J. LAMBERT.

C'est ainsi que sur un plan où il n'appartient pas au surréalisme de lutter par ses propres moyens, nous faisons nos propres aspirations de la F. A. vers une société communiste libertaire. Mais nous entendons également, non pas imposer à nos camarades anarchistes le partage de nos idées, mais provoquer chez eux une prise de conscience à l'égard d'un certain nombre de problèmes qui ressortissent plus particulièrement aux domaines intellectuel, sensible et moral et qui appellent une résolution aussi radicale que le problème social.



Le dialogue des Carmélites

N OUS n'avons pas vu une pièce, mais nous avons entendu un texte essentiellement dramatique. Malgré le péril d'une telle réalisation nous sommes obligés de reconnaître que Albert Béguin et Marcel Tessoncourt ont servi avec piété les « Dialogues » de ce fait divers révolutionnaire. La grande romancière allemande Gertrud Von Le Fort, en se servant de l'histoire des carmélites de Compiègne, écrit une nouvelle intitulée : « La dernière à l'échafaud ». Bernanos, reprenant le thème et les personnages, vrais et fictifs, de cette nouvelle, écrit les dialogues pour adaptation cinématographique.

Les dialogues jugés trop longs ne servent pas à la réalisation du film. Ils furent simplement écrits en 1949.

La mise en scène de Marcel Tessoncourt s'est donc calquée sur les scènes telles qu'elles avaient été conçues pour la caméra, sans changer un mot du texte. Les tableaux se succèdent assez rapidement et une très habile mise en scène simplifie au maximum la durée des changements de décors. Nous avons l'impression très nette du déroulement d'un film dont certaines scènes sont un peu lentes, mais dont le texte prend une place prédominante par rapport à tout le reste.

Certains dialogues très longs ne semblent pas laisser l'auditeur malgré l'absence de mouvement des personnages. Je pense ici à la présentation de Blanche de la Force lorsqu'elle vient s'entretenir avec la supérieure du Carmel.

L'interprétation est digne du texte de Georges Bernanos. Nous avons remarqué particulièrement Mona Dol, Annie Cariel, Tania Balachova et la jeune Annie Noël dont la simplicité de jeu, l'engagement en font un rayon de soleil au milieu de ces lieux austères.

AGRY.

Les contradictions du libéralisme

C E que dit et ce que fait M. Pinay sont des choses tout à fait opposées. Il vient, officiellement, de nous faire la démonstration de la fausseté des théories du « libéralisme ». Comme tous ceux de sa secte il croit, ou feint de croire, qu'il suffit de laisser à tous les privilégiés toute liberté en matière économique pour que tout s'arrange. L'offre et la demande d'une part, la concurrence d'autre part, sont, paraît-il, les meilleurs moyens de satisfaire au mieux tous les individus de la communauté humaine.

Dans ce cas, on se demande bien pourquoi M. Pinay s'est donné la peine de faire établir un barème pour régler la vente de la viande puisque dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres la concurrence existe (4.000 bouchers dans la Seine). Il n'y a qu'à laisser jouer cette fameuse loi de l'offre et de la demande. Pourquoi a-t-il fait de même pour les fruits et légumes et constitué des myriades de parasites supplémentaires pour contrôler et sanctionner ceux qui font du libéralisme appliqué ?

Clamer aux quatre points cardinaux que de la liberté d'entreprise et du commerce dépend le bonheur des hommes ; que cette liberté engendre naturellement toutes les conditions ré-

gulières d'un bon fonctionnement de la production et de la distribution ; puis, en même temps, intervenir arbitrairement dans l'exercice des corporations, menacer, contraindre, imposer des prix de vente en mettant bientôt un filic en fiction devant chaque commerçant est pour le moins paradoxal.

De deux choses l'une, ou la liberté se suffit à elle-même, les bénéficiaires deviennent de braves et honnêtes gens dont le goût de l'exploitation sous toutes ses formes et les préjugés sociaux se trouvent neutralisés par l'effet de la concurrence, de l'offre et de la demande, et le sentiment d'une « solidarité nationale », hiérarchisée bien entendu. Ou bien comme la démonstration vient d'en être faite une fois de plus, le libéralisme en régime capitaliste n'est en fin de compte que vol, ruse, mensonge, chantage généralisé, et moralement admis, de tous sur tous. Et dans ce dernier cas on ne tergiverse pas on le déclare franchement et on a recours à un autre système.

Les commerçants que contraind aujourd'hui M. Pinay sont plus dans la logique que lui. Ils appliquent strictement la loi de l'offre et de la demande. Ils estiment, avec juste raison, qu'en vertu du principe consacré dans le régime actuel, le prix à débattre est af-

faire entre eux et le client et qu'en bonne logique personne d'autre ne devrait intervenir.

Pourquoi donc M. Pinay intervient-il ? Parce que dans l'offre et la demande, les vendeurs organisés en syndicat imposent des prix aux consommateurs tout autour ainsi l'obstacle de cette fameuse concurrence. D'autre part les consommateurs désarmés, encore inorganisés, sont maintenant bien souvent « concurrents » à leur tour devant des raretés savamment dosées.

En intervenant, M. Pinay comme ses devanciers, ne fait que prévenir les effets salutaires qu'aurait les consommateurs spoliés en prenant conscience eux-mêmes. Cette prise de conscience, cette auto-défense, cette organisation possible des consommateurs M. Pinay et ses congénères n'en veulent pas, elles menaceraient tout le régime qui les favorise, et pour maintenir la passivité populaire ils lui disent : « Ne faites rien, nous nous en chargeons. » Et la prudence fait emprêter M. Pinay dans les plus ridicules contradictions. La seule intervention du gouvernement entre vendeurs et acheteurs, en opposition flagrante avec les principes sacro-saints du libéralisme, met en évidence les absurdités, les impossibilités et l'arbitraire du système actuel.

L. B.

7 août



20 août

9 AOUT 1914

Une information se référant au Carnet B, à propos de la guerre, signale que les suspects sont quelque 4.000 syndicalistes révolutionnaires, anarchistes, avec quelques socialistes de gauche, parmi lesquels Pierre Laval.

11 AOUT 1848

Les ouvriers maçons et tailleurs de pierre de Paris ont décidé d'associer fraternellement afin de mettre en commun leurs intérêts et de marcher ensemble vers le but de l'humanité : la fraternité universelle.

13 AOUT 1917

Sans préavis éclate en Espagne une grève générale. Le Gouvernement se voit dans l'obligation de déclarer l'état de guerre à tout le pays.

14 AOUT 1870

Les Blancs arrêtés ces jours-ci à Paris sont au nombre de 50. Un coup de main contre la caserne des pompiers du boulevard de la Villette, où ils croyaient pouvoir ramasser des armes en

grande quantité, pour tenter un soulèvement populaire, a échoué.

17 AOUT 1917

En Espagne la grève prend un caractère révolutionnaire, paralysant tous les services publics et de communications. Les deux organisations syndicales : C.N.T. et U.G.T., participent à ce mouvement. Le Gouvernement monarchiste déclare l'état de guerre et des mesures de répression.

19 AOUT 1903

A la suite de la grève générale dans le sud de la Russie, le bilan des victimes s'élève à : 30 morts, 15 à Kiev et 200 blessés, 24 à Ekaterinoslav, parmi eux, deux enfants sont tués, 1 mort et de nombreux blessés à Nikolaïev.

20 AOUT 1848

Après de nombreuses persécutions, les autorités suspendent définitivement le journal « Le Représentant du Peuple », journal proudhonien qui a pour devise : Qu'est-ce que le producteur ? Rien. Que doit-il être ? Tout. Proud'hon publie aussitôt après « Le Peuple ».

Lisez pendant les vacances

Nous vous offrons du 15 juin au 31 août un choix de livres cédés à prix coûtant et expédiés franco de port.

1^{er} LOT : 1.400 francs

D. Rollin : Les deux sœurs.
G. Nancy : Art nègre.
J. Cayrol : Le feu qui prend.

2^e LOT : 1.000 francs

J. Malaquais : Coup de barre.
H. Rasmussen : Art nègre.
P. Ringel : Molière en Afrique noire.

M. Hindus : L. F. Céline.

3^e LOT : 750 francs

A. Moravia : Agostino.
W. Kahler : Le nain gigantesque.
A. Huxley : Jaune de chrome.

Depouilles mortelles.

4^e LOT : 1.100 francs

P. Molaine : Les orgues de l'enfer.
Cimetière St-Médard.
G. Greene : L'agent secret.

5^e LOT : 500 francs

L. Tenars : Le Cœur de Bourgoigne.
Abbé Rabisbus : Les aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien au pèlerinage de Lourdes.

Mme L. Tailhade : Laurent Tailhade au pays du muflin.

A. Lorulat : L'Église et la limitation des naissances.

Abbé Gualdi : Une courtoisie au Vatican.

6^e LOT : 1.000 francs

J. Rousselot : Les papiers.

R. Bouffeu : Veille de fête.

H. Miller : Le monde du sexe.

7^e LOT : 2.000 francs

M. Nadeau : Littérature présente.

H. Miller : Le monde du sexe.

8^e LOT : 2.000 francs

A. Zweig : La hache de Wandsbek (2 tomes).

Le journal d'Anne Franck.

E. Weichert : Les enfants de Jérémie (2 tomes).

9^e LOT : 850 francs

R. Neuman : Colin-Maillard.
L'enquête.
Enfants de Vienne.

10^e LOT : 1.200 francs

Ch. Harrison : Personne n'est dupe.

S. Lewis : Bethel Merriady.

A. Zévass : Zola.

F. Spencer : La jungle est neutre.

J. Giono : Les vraies richesses.

11^e LOT : 750 francs

F. Delavalle : Le jeu solitaire.

A. Mandel : Les temps incertains.

12^e LOT : 1.100 francs

B. D. Wolfe : La jeunesse de Lénine.

Lénine et Trotsky.

La jeunesse de Lénine.

13^e LOT : 750 francs

G. Greene : Voyage sans cartes.

R. Robbans : Si l'Allemagne avait vaincu.

14^e LOT : 900 francs

R. Rabiniaux : L'honneur de Pédonzigue.

R. Kenney : Diable de Patrie.

E. Gilbreth : 13 à la douzaine.

15^e LOT : 650 francs

F. Planché : Louise Michel.

Kropotkine.

J. Grave : Terre Libre.

Martinet : Culture prolétarienne.

Han Ryner : Jeanne d'Arc et sa mère.

16^e LOT : 500 francs

F. Planché : Duroille.

S. Faure : L'imposture religieuse.

J. Humbert : Sébastien Faure.

J. Marestan : Nora ou la cité interdite.

*

En dehors de ces lots, 10 % de ristourne sont accordés sur tout achat de livres effectué entre le 15 juin et le 31 août.

C.C.P. : RENE LUSTRE — PARIS 8032-34

Le licenciement scandaleux de chez HOTCHKISS

est la meilleure preuve de l'inutilité des Comités d'Entreprises et surtout de leur nocivité

HOTCHKISS vient de licencier 1.500 ouvriers, sauf le personnel du bureau d'études et des services commerciaux. Hotchkiss veut réorganiser ses services. Il veut appliquer au sein de son usine les méthodes nouvelles de productivité.

Hotchkiss, constructeur de la voiture « ANJOU » 4 et 6 cylindres, du poids lourd P.L. 20, de l'Hotchkiss-Grégoire, fabricant de mitrailleuses, n'est pas en faillite.

Ne nous alarmons pas pour les actionnaires de la société. La vie de ceux qui sont jetés sur le pavé est plus que pénible, elle est misérable. Voyons la situation financière de la société, dont aucun journal ouvrier n'a daigné renseigner ceux qu'ils prétendent défendre.

Le bilan qui a été soumis à l'assemblée du 25 juillet 1952 fait apparaître au poste « Immobilisations » après réévaluation à fin 1951 de ses différents éléments, sauf pour les terrains, un total brut de 3.740 millions, lequel, après application des amortissements également réévalués, s'élevait à 2.720 millions, ressort pour une valeur nette de 1.020 millions.

Les valeurs d'exploitation, valeurs réalisables à court terme et valeurs disponibles se montent à 2.041 millions.

Au passif, les exigibilités à moyen et court terme s'élèvent à 1.766 millions.

L'ENSEMBLE DES RESERVES ET PROVISIONS ATTEINT 1.069 MILLIONS A COTE D'UN CAPITAL DE 400 MILLIONS.

Le solde du compte de pertes et profits (bénéfices nets), après dotations des amortissements et provisions atteint 6 millions 791.087 fr. que le conseil proposera d'affecter à la réduction du déficit de l'exercice 1950.

L'assemblée générale a approuvé ce bilan. Il n'y a pas besoin d'être financier pour constater la bonne marche de cette entreprise. On se rend compte dans le monde des affaires, à consta-

ter la prudence des administrateurs. Ce bilan dans son intégrité, doit être fourni au Comité de l'Entreprise. L'a-t-il été ? Si non, pourquoi n'a-t-il pas agi pour l'avoir en sa possession ? Ou bien le Comité d'entreprise était très au courant de la question de licenciement et il est condamnable de par son attitude, ou bien ce sont des incapables. Dans les deux cas, les Comités d'entreprises démontrent leur nocivité. Ils sont les gérants et agents loyaux du patronat ou devant les réticences patronales, ils ne peuvent rien exiger, ce qui revient au même, en leurant la classe ouvrière sur les possibilités tout à fait fictives de contrôler la gestion d'une entreprise.

Que doivent exiger les ouvriers de cette entreprise ? D'abord, l'allocation de chômage à 1.000 fr. par jour et uniforme pour tous depuis le premier jour de licenciement. La réintégration sous huit jours de tout le personnel. La réorganisation de l'usine par les ouvriers eux-mêmes.

Le contrôle ouvrier et total de la gestion, de la production, des ventes. La dissolution du Comité d'Entreprise.

L'étude des bilans 1951 et antérieurs. La dissémination de l'ensemble des réserves et provisions du bilan 1951 supérieur à 2,5 du capital, partie du bilan qui, autorisée, permet tous les dérivatifs possibles.

Ce qu'il faut, c'est l'institution d'un Conseil d'usine où ouvriers et techniciens collaborent à la bonne marche de l'usine.

Utopie ? non ! C'est la seule issue qui vous est réservée, camarades ouvriers et techniciens. Prenez garde à tous ceux — et sans exception — qui vous détournent du vrai problème et de la seule solution.

Ne soyez plus les pantins des meneurs politiques.

Votre libération est en vous, la solution, face à la déchéance du régime capitaliste, est communiste libertaire.

Robert JOULIN.

A TRAVERS LA PRESSE OUVRIÈRE

ILS JOUENT AVEC LA PEAU DES TRAVAILLEURS

Nous nous sommes livrés cette quinzaine à une étude générale de la presse syndicale et ouvrière. Ainsi qu'il est courant, chaque journaliste se livre à un syndicat le défend, son existence ne subsiste que par apporter toujours plus de bien-être jusqu'à... jusqu'à zéro. Les bonzes des centrales syndicales ont un but, mais nullement en concordance avec les syndiqués. Se maintenir en place, jouer de temps à autre les tribuns, freiner l'action des ouvriers par peur du grand balayage, appeler au calme, sonner aux portes des antichambres ministérielles ou autres, éliger dans des commissions paritaires, trahir les desirs des ouvriers dans les conflits sociaux, en parlementant avec les patrons par l'abandon de l'objectif primordial qui lézarde le régime. Telles sont les caractéristiques particulières de l'action de ceux-ci.

A part cela, que font-ils ? Comme il y a élection de centrales syndicales, chacune édite des journaux pour la propagande, disent-ils, et pour l'éducation de leurs syndiqués (hum !). Parcourez ces feuilles syndicales.

Voilà, cueillies de-ci, de-là, quelques coupures.

De Robert Bothereau, dans F.O. (31-7-1952) :

LE ROUGE ET LE VERT

On a pour habitude de comparer les évolutions du parti communiste à des virages, tant elles comportent d'imprévu et de brusquerie. S'agissant de la C.G.T., il serait plus exact d'évoquer les mouvements pendulaires et les retournements du 12 février (cet autre échec), que la politisation universelle était surtout affaire de patience et de volonté. Pour tout dire, c'était affaire d'entraînement, garantis au bout de quelques répétitions.

De André Laffond dans Force Ouvrière du 31-7-1952 :

ILS JOUENT AVEC LA PEAU DES TRAVAILLEURS

La démocratie interne ne peut être qu'une parodie avec les conceptions staliniennes. En effet, ou la C.G.T. est vraiment démocratique, et elle cesse d'être stalinienne. Ou elle est

stalinienne et elle n'est pas plus démocratique que syndicale.

Quant aux postes et places, avis aux amateurs ! Ils seront tolérés, voire encensés et rétribués s'ils restent bien gentils, bien dociles, prompts à manier la brosse à reluire et à plier l'échine. Socialistes ou chrétiens, indépendants ou socialistes, ils auront d'autant plus de vertus qu'ils seront moins des hommes et que leur étiquette protégera la manœuvre.

Non, rien de changé. La Foire aux illusions s'ouvre pour la préparation de la rentrée de septembre-octobre. Nous ne marcherons pas. Les travailleurs ne marcheront pas.

Il est inutile que le diable se fasse ermite et qu'il nous fasse des risettes après nous avoir traités dans la boîte ! Avec ou sans longue cuiller, nous ne dînerons pas avec lui. Les alliances contre nature engendrent des monstres.

Le Peuple publie dans la rubrique

VERITES : Pour faire échouer les revendications ouvrières, l'argent de l'étranger coule à flots

F.O. SOLICITE L'AIDE DU C.I.O.

F.O. gagne du terrain, mais lentement ; il y a très peu d'argent pour payer les activistes et il est évident que la caisse ne peut payer les frais des dirigeants du Syndicat pour qu'ils puissent se déplacer de bureau en bureau.

Ils disent n'avoir que peu d'argent pour faire la propagande nécessaire pour combattre les communistes et étendre leur propre organisation. Il se demandent s'il n'y aurait pas quelques groupes syndicaux aux Etats-Unis qui pourraient leur donner un coup de main (Compte rendu d'un visite de journalistes du C.I.O. au bassin minier du nord de la France — The C.I.O. News, 25-4-1949).

L'Éditorial de Travail et Liberté, organe de la C.G.S.T. :

BENOIT FRACHON AMOROE

UN NOUVEAU TOURNANT

DE LA C.G.T.

Le 4 juin n'a pas réussi. Alors on lâche du lest. On revient en arrière pour circonvier la classe ouvrière par d'autres moyens. C'est l'a.b.c.d. de la tactique.

Mais l'objectif reste le même.

Les travailleurs sont avertis par d'anciennes expériences. Frachon compte sur leur capacité d'oubli.

Raison majeure pour que les militants des Syndicats Indépendants intensifient leur vigilance.

La méthode directe ayant échoué, la C.G.T. va tenter la méthode indirecte. La politique de la main tendue va reflourir. C'est la touffe d'épines dans un bouquet de roses.

Les syndicalistes indépendants sauront déjouer la manœuvre et éclairer la classe ouvrière sur son visible ennemi.

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

L'action ouvrière continue

Les faibles droits que le prolétariat conquiert de haute lutte ne sont jamais pleinement acquis, bourgeois et l'Etat tentent toujours de les remettre en question. Selon la conjoncture politique il agirait soit avec brutalité (Espagne), soit par moyens déterminés : blocage des salaires, réquisition des grévistes, augmentation des impôts, transformation des centrales syndicales en organisations para-gouvernementales (F. O., C.F.T.C.), etc.

Si les politiciens et les journalistes de toutes tendances ne parlent plus de la lutte des classes (ou feignent de l'assimiler à une théorie alors qu'elle est un fait) la grosse bourgeoisie industrielle et bancaire sait parfaitement la puerie de ce sujet. Par l'intermédiaire de ses porte-parole elle cherche à obtenir le désarmement moral et la division de la classe ouvrière ; elle veut exploiter ses avantages à l'extrême, si possible abolir ce qui reste des conquêtes de 1936.

La condition prolétarienne exige donc d'être en perpétuelle position d'attaque. Une revendication est-elle arrachée que déjà une autre doit surgir sur un autre point du front. Le contact ne doit jamais être perdu et jamais ne doit s'établir entre les ennemis un no man's land sur lequel prospérerait la C.F.T.C. S'arrêter dans l'action, faire « la pause » c'est perdre l'initiative, c'est revenir à la défensive pour reculer ensuite. On l'a bien vu ! A la « libération », avant de retrouver ses manches il aurait fallu attaquer d'abord. Si la bourgeoisie était faible, divisée, apatrite, l'armée inexistante, la police squelettique, effrayée. De plus, nous avions des armes ! Convenues par les politiciens (en particulier par les staliniens), une large fraction du prolétariat, sous prétexte de patriotisme, a virtuellement pactisé avec l'ennemi héréditaire. Elle a accepté de « prêter d'abord et de revendiquer ensuite ». Sept ans plus tard, ces mêmes prolétaires paient leur faute irréparable : ils resteront dans leurs ghettos, ils ne partiront pas en vacances.

Pour maintenir les congés payés il fallait maintenir les salaires, car ce sont les salaires qui déterminent les congés. A tout ceux — et sans exception — qui vous détournent du vrai problème et de la seule solution.

Ne soyez plus les pantins des meneurs politiques.

Votre libération est en vous, la solution, face à la déchéance du régime capitaliste, est communiste libertaire.

Robert JOULIN.

André Tournais dans la même feuille écrit :

EN MATIERE D'UNITE SYNDICALE SOYONS SCANDALISES

Mais ce qu'il faut de mentionner A. Laffond dans l'article en question, c'est que le rassemblement que préconise F.O. c'est le regroupement dans son sein.

Peu de temps après, F.O. nous apprend qu'il n'y a pas de regroupement nécessaire. A. Laffond se garde bien de dire que c'est tout simplement sur la pression de leurs militants de base.

Voyez comme ils s'entendent ! Travailleurs, voici vos défenseurs ! Que sont-ils tous ? Des attiseurs de haine ! Vertébrés ? Osmiques ? Mensonges ? Tout en un seul !

La défense des intérêts de la classe ouvrière leur importe peu. Ils ont d'autres chats à fouetter.

Pourquoi pousser-ils la classe ouvrière vers la voie de la révolution sociale ? Les bonzes syndicaux, arrivistes, cabotins de naguère, sont arrivés à leurs fins. Leur révolution (!) s'est accomplie.

Travailleurs, serez-vous les éternels joués ?

Il est l'heure de retrouver les manches. Pas de faux humanisme, pas d'opportunité ; on ne construit pas sur des ruines, des pisse-aller. Les directions des Centrales syndicales ont besoin d'être épurées radicalement. Pas de compromis, pas de chantage ; vous devez faire place nette.

Le prolétariat est capable de prendre en main sa propre destinée.

D. S.

Sécurité Sociale et Légalisme

Un de nos lecteurs nous signale avec preuves à l'appui une opération juridique de la S.S. dont il a été la victime. Cet exemple démontre comment la sécurité sociale, prise dans l'engrenage de l'Etat, se sert de la légalité pour frustrer les travailleurs de prestations dont ils ont le plus grand besoin, eux dont la situation sociale ne leur permet pas d'être malades.

Voilà les faits : le travailleur a un fils à la longue maladie pendant une période de trois ans (délai légal). Onze jours passe ce délai le travailleur avise la caisse qu'il n'existe qu'une guérison apparente, afin de sauvegarder ses droits pour bénéficier ultérieurement d'une autre période de longue maladie.

Hors quatre jours après que cet avis fut envoyé à la caisse, une loi est promulguée, spécifiant que l'assuré doit aviser la caisse en pareil cas dans un délai maximum de huit jours après la fin de la période de longue maladie. Notre travailleur se voit donc refuser de nouvelles prestations sous le prétexte qu'il a envoyé son avis onze jours après, et non huit comme le prescrit la loi ; ceci quand bien même le jour où cet avis était posté, la loi n'était

restée devenue chose courante, les seuls et derniers avantages qui demeurent sont les majorations de 25 et 50 0/0. Mais prenons garde ! A deux reprises déjà on a essayé de supprimer la loi des 40 heures !

Mais un autre sujet doit retenir notre attention : celui des chômeurs. Décidément, on les oublie ! Mais pourquoi les oublie-t-on ? Parce que le climat social actuel est perverti, gangrené par l'oubli

DANS LA MÉTALLURGIE

Une arme efficace : l'action directe

La C.I.M.A. la dernière réunion du Comité d'entreprise fut toute d'enseignements pour les formes de luttes à entreprendre. Elle prouve bien par les réponses de plus en plus évasives et réticentes, que la forme de lutte entreprise autour des tapis verts, sous l'instigation des centrales syndicales politiciennes, des autonomes (?) et du P.C. sont non seulement périmées mais inefficaces.

Il n'y a pas de collaboration possible entre le capitalisme et le prolétariat. Seule la lutte de classe conduit les travailleurs vers leur émancipation. Seule l'action directe est payante.

Dans cette entreprise où les éléments combattifs ne manquent pas, la preuve est faite que chaque action engagée atteint ses buts lorsqu'elle le fut par l'ensemble des ouvriers fermement décidés à les faire aboutir, telles :

- 1° Les oppositions aux licenciements.
- 2° La revalorisation des salaires.
- 3° Les diminutions des heures de travail.
- 4° La prime de vacances : 58 millions obtenus.

En opposition nous pourrions faire ressortir la mauvaise grâce, le tirage, qui se fait sentir devant les demandes faites au sein du comité d'entreprise parce qu'elles ne sont pas des revendications émanant de l'ensemble des ouvriers (ceci est très significatif).

La demande faite audit comité de revoir la question pour l'attribution d'une pension aux vieux travailleurs, question maintes fois posée, est toujours restée sans résultat.

25 millions seraient nécessaires pour son établissement. Le nombre des vieux travailleurs dans cette entreprise est très restreint. La somme demandée permettrait de leur allouer 100.000 fr. par an. Sur les bénéfices avoués dépassant largement le milliard pour l'exercice qui vient de se terminer, la somme n'est pourtant pas excessive.

A la demande du comité d'entreprise de savoir si le ping-pong annuel aurait lieu, rien n'est prévu. Pour cette question il est préférable de s'en passer. Inutile, lorsqu'on mène le combat, d'aller se commettre ne fût-ce qu'une journée avec ceux qui nous exploitent, pour quelques sandwiches au saucisson ou au fromage, et quelques tours de manège pour les gosses.

Allons ! Allons ! Camarades du comité vous n'êtes pas des marchands de pain d'épices, que diable ! C'est comme pour le cadeau de Noël. D'accord ça fait plaisir aux mioches...

Mais bon dieu si les prolétaires n'étaient pas exploités comme ils le sont, ils auraient la possibilité de les payer à leurs enfants ces friandises, ces jouets. Et ils en éprouveraient beaucoup plus de joie que de devoir accepter cette aumône faite par ceux-là mêmes qui les spolient.

Camarades de la C.I.M.A. vous avez chez vous le nombre et assez de combattivité pour mener vos revendications victorieusement, vous avez attaché bien des avantages. C'est à votre action que vous les devez.

Vous allez avoir encore certain coup dur à essuyer. A la ficellierie, à la fonderie grise, ça ne tourne pas rond. On va tenter encore une fois de liquider du personnel. Il faudra vous serrer les coudes. C'est votre dynamisme et votre ténacité dans la lutte qui fera agir les délégués du comité et du syndicat, qui sont vos porte-parole.

Prenons un ingénieur qui, lui, a dû étudier jusqu'à l'âge de 25 ans environ. Qui donc a payé les frais d'études de cet ingénieur ? Ce sont soit ses parents s'il est fils de patron, de commerçant, soit l'Etat s'il a obtenu une bourse.

Mais qui donc a enrichi ces patrons et ces commerçants ? Qui donc a enrichi l'Etat, ce parasite, si ce n'est la grande masse des ouvriers. Evidemment, dans le régime capitaliste où nous vivons, tous ces techniciens ont des responsabilités, nous ne l'avons jamais nié. Mais, supprimons la hiérarchie, il n'est pas question, comme le disent nos adversaires les plus malhonnêtes, de réduire le salaire de l'ingénieur à celui du manoeuvre, mais d'établir un salaire égal pour tous, donnant à chacun selon ses besoins et non suivant ses moyens, comme se plaisent à le rabâcher nos staliniens.

On voit comment un organisme qui aurait pu être une œuvre de solidarité mutuelle et humaine gérée par les travailleurs, s'est trouvée dénaturée, devenant une organisation étatique recourant à tous les artifices juridiques que permet la loi, et dont les travailleurs se trouvent être les victimes.

On peut se demander si, dans des périodes difficiles de trésorerie, une application draconienne des règlements ne sert pas de palliatif pour tenter de résoudre provisoirement ces difficultés. Ceci démontre une fois de plus combien il est extrêmement difficile, dans le cadre d'un régime où l'Etat s'empare de tout, de faire vivre des organisations de solidarité véritablement saines intéressées à l'ensemble des travailleurs.

Seul le fédéralisme libertaire, avec ses organismes de gestion directe, pourrait apporter une solution heureuse à ce problème humain de la sécurité sociale.

de nos devoirs : devoir de solidarité, devoir de lutte. Chacun semble se replier sur soi-même, attendre on ne sait quels jours meilleurs, comme si ces jours pouvaient naître ailleurs qu'au sein du combat que nous impose notre tragique condition ! Donc, nous oublions les chômeurs, ceux du textile, par exemple, ceux du cuir, nous oublions les Nord-Africains qui, par milliers, attendent un problématique emploi. Ces hommes à

qui une société absurde et criminelle refuse le droit de vivre, chaque matin se demandent : « Comment vais-je pouvoir manger aujourd'hui ? » Poussés au désespoir, ils « pèsent » sur les salaires ; ceux-ci ont tendance à la baisse. Qui n'a lu dans les petites annonces ces odieuses offres d'emplois : « On demande... Er qui oserait reprocher à celui ou à celle qui a faim de travailler au rabais ? Car il faut posséder un singulier courage pour accepter d'être maintenu en vie par les allocations de chômage plutôt que de porter préjudice au prolétariat et ainsi faire le jeu de la bourgeoisie !

Actuellement nous sommes attaqués de tous côtés : attaques contre les salaires par le biais du chômage et la hausse des prix, attaques contre la Sécurité sociale, attaques (en préparation) contre les 40 heures — lire contre les 25 0/0 à partir de la 41^e heure — attaques contre les grèves — qui seront toujours politiques — attaques contre les manifestations — jets d'eau colorés — Nous battons en retraite. Mais nous ne sommes pas en déroute. Chaque prolétaire sait très bien qu'il s'agit d'une dépression sociale qui durera ce qu'elle doit probablement durer. Le jour, peut-être plus proche qu'on ne le pense, viendra où irrésistiblement les masses asservies se regrouperont sur les lieux du travail, à l'usine et aux champs. Il s'agit donc de préparer ce regroupement des forces vives du pays, de préparer la contre-offensive ouvrière.

En attendant, ne négligeons aucune revendication, si innocente soit-elle. Le prime de vacances en est un exemple. Il y en a d'autres. Il faut essayer de multiplier les escarmouches qui, par leur nombre, pourraient provoquer l'embrasement de tout le front et retourner la situation.

NEIHER (correspondant).

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

qui une société absurde et criminelle refuse le droit de vivre, chaque matin se demandent : « Comment vais-je pouvoir manger aujourd'hui ? » Poussés au désespoir, ils « pèsent » sur les salaires ; ceux-ci ont tendance à la baisse. Qui n'a lu dans les petites annonces ces odieuses offres d'emplois : « On demande... Er qui oserait reprocher à celui ou à celle qui a faim de travailler au rabais ? Car il faut posséder un singulier courage pour accepter d'être maintenu en vie par les allocations de chômage plutôt que de porter préjudice au prolétariat et ainsi faire le jeu de la bourgeoisie !

Actuellement nous sommes attaqués de tous côtés : attaques contre les salaires par le biais du chômage et la hausse des prix, attaques contre la Sécurité sociale, attaques (en préparation) contre les 40 heures — lire contre les 25 0/0 à partir de la 41^e heure — attaques contre les grèves — qui seront toujours politiques — attaques contre les manifestations — jets d'eau colorés — Nous battons en retraite. Mais nous ne sommes pas en déroute. Chaque prolétaire sait très bien qu'il s'agit d'une dépression sociale qui durera ce qu'elle doit probablement durer. Le jour, peut-être plus proche qu'on ne le pense, viendra où irrésistiblement les masses asservies se regrouperont sur les lieux du travail, à l'usine et aux champs. Il s'agit donc de préparer ce regroupement des forces vives du pays, de préparer la contre-offensive ouvrière.

En attendant, ne négligeons aucune revendication, si innocente soit-elle. Le prime de vacances en est un exemple. Il y en a d'autres. Il faut essayer de multiplier les escarmouches qui, par leur nombre, pourraient provoquer l'embrasement de tout le front et retourner la situation.

NEIHER (correspondant).

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.

ERIC-ALBERT.